

DES AVANCEES REVOLUTIONNAIRES SUIVIES DE RECULS CATASTROPHIQUES

La conjonction de l'agression extérieure de l'impérialisme et des forces réactionnaires locales.

Les erreurs théoriques et les insuffisances pratiques des forces révolutionnaires.

La question démocratique : quelle démocratie peut « servir le peuple ».

Les exemples d'avancées suivies de reculs dramatiques ne manquent pas. Ils ont rempli l'histoire des XIXe et XXe siècles. Ils constituent l'histoire des trois grandes révolutions du monde moderne (la française, la russe, la chinoise), de quelques autres (celles de Haïti, du Mexique). Des reculs possibles de nature analogue se profilent ailleurs (Cuba, Vietnam). Des avancées moins spectaculaires mais néanmoins réelles ont tissé l'histoire des peuples asiatiques et africaines à l'époque de Bandoung (1955-1980). Partout elles ont été suivies de reculs allant jusqu'au rétablissement de pouvoirs comprador soumis à la dictature impérialiste. J'ai pour ma part qualifié ces reculs de « drame des grandes révolutions » (source à rappeler)

I Les avancées socialistes du XX ème siècle: soviétisme et maoïsme

Le marxisme de la IIe Internationale, ouvriériste et eurocentriste, partageait avec l'idéologie dominante de l'époque une vision linéaire de l'histoire selon laquelle toutes les sociétés doivent passer d'abord par une étape de développement capitaliste (dont la colonisation – de ce fait « historiquement positive » - jetait les germes) avant de pouvoir aspirer au socialisme. L'idée que le « développement » des uns (les centres dominants) et le « sous développement » des autres (les périphéries dominées) étaient indissociables comme les deux faces d'une même pièce, produits immanents l'un et l'autre de l'expansion mondiale du capitalisme lui était parfaitement étrangère.

Dans un premier temps Lénine prend quelques distances avec la théorie dominante de la seconde Internationale, et conduit avec succès la révolution dans le « maillon faible » (la Russie), mais toujours avec la conviction que celle-ci sera suivie par une vague de révolutions socialistes en Europe. Espoir déçu ; Lénine amorce alors une vision qui donne plus d'importance à la transformation des rébellions de l'Orient en révolutions. Mais il appartenait au PCC et à Mao de systématiser cette perspective nouvelle.

La révolution russe avait été conduite par un Parti bien implanté dans la classe ouvrière et dans l'intelligentsia radicale. Son alliance avec la paysannerie (que le Parti Socialiste Révolutionnaire représentait), - en uniformes de soldats – s'est imposée naturellement. La réforme agraire radicale qui en a résulté donnait enfin satisfaction au vieux rêve des paysans russes : devenir propriétaires. Mais ce compromis historique portait en lui même les germes de ses limites : le « marché » devait produire par lui même, comme toujours, une différenciation grandissante au sein de la paysannerie (le phénomène bien connu de la « koulakisation »).

La révolution chinoise s'est déployée dès l'origine (ou du moins à partir des années 1930) sur d'autres bases garantissant une alliance solide avec la paysannerie pauvre et moyenne. Par ailleurs la dimension nationale – la guerre de résistance à l'agression japonaise – a également permis au front dirigé par les Communistes de recruter largement dans les classes bourgeoises déçues par les faiblesses et les trahisons du Kuo Min Tang. La révolution chinoise, de ce fait, a produit une situation nouvelle différente de celle de la Russie post révolutionnaire. La révolution paysanne radicale a supprimé l'idée même de propriété privée du sol agraire, et lui a substitué la garantie pour tous les paysans d'un accès égal à celui-ci. Jusqu'à ce jour cet avantage décisif, qui n'est partagé par aucun autre pays en dehors du Vietnam, constitue l'obstacle majeur à une expansion dévastatrice du capitalisme agraire. Les débats en cours en Chine portent en grande partie sur cette question. J'y renvoie le lecteur (Cf. S. Amin, *Pour*

un Monde multipolaire, chapitre Chine, Paris 2005 ; S. Amin, *Théorie et pratique du projet chinois de socialisme de marché*, Alternatives Sud, vol VIII, N° 1, 2001). Mais par ailleurs le ralliement de nombreux bourgeois nationalistes au Parti Communiste devait par la force des choses exercer une influence idéologique propice à soutenir les dérives de ceux que Mao a qualifié de partisans de la voie capitaliste (« capitalist-roaders »).

Le régime post révolutionnaire en Chine n'a pas seulement à son actif nombre de réalisations politiques, culturelles, matérielles et économiques plus qu'appréciables (l'industrialisation du pays, la radicalisation de sa culture politique moderne etc.). La Chine maoïste a résolu le « problème paysan » au cœur du drame du déclin de l'Empire du Milieu pendant deux siècles décisifs (1750-1950). Je renvoie ici à mon ouvrage *L'avenir du maoïsme* (1981, page 57). De surcroît la Chine maoïste est parvenue à ces résultats en évitant les dérives les plus dramatiques de l'Union Soviétique : la collectivisation n'a pas été imposée par la violence meurtrière comme ce fut le cas avec le stalinisme, les oppositions au sein du Parti n'ont pas donné lieu à l'instauration de la terreur (Deng a été écarté, il est revenu...). L'objectif d'une égalité relative sans pareille, concernant tant la répartition des revenus entre les paysans et les ouvriers qu'au sein de ces classes et entre elles et les couches dirigeantes, a été poursuivi – avec des hauts et des bas bien sûr – avec ténacité et formalisé par des options de stratégie de développement qui font contraste avec celles de l'URSS (ces options ont été formulées dans les « dix grands rapports » au début des années 1960). Ce sont ces succès qui rendent compte de ceux, ultérieurs, du développement de la Chine post maoïste à partir de 1980. Le contraste avec l'Inde qui, précisément, n'a pas fait de révolution, prend ici toute sa signification, non seulement pour rendre compte des parcours différents durant les décennies 1950 à 1980, mais encore des perspectives d'avenir probables (et/ou possibles) diverses. Ce sont ces succès qui expliquent que la Chine post maoïste, inscrivant désormais son développement dans la nouvelle mondialisation capitaliste (par « l'ouverture ») n'a pas subi de chocs destructeurs analogues à ceux qui ont suivi l'effondrement de l'URSS.

Les succès du maoïsme n'avaient pas pour autant réglé « définitivement » (de manière « irréversible ») la question de la perspective à plus long terme au bénéfice du socialisme. D'abord parce que la stratégie du développement des années 1950-1980 avait épuisé son potentiel et que, entre autre, une ouverture (fut-elle contrôlée) s'imposait (cf. *L'avenir du maoïsme*, pp 59-60), laquelle comportait, comme la suite l'a démontré, le risque de renforcer les tendances d'une évolution en direction du capitalisme. Mais encore parce que simultanément le système de la Chine maoïste combinait les tendances contradictoires au renforcement des options socialistes et à leur affaiblissement. Mao, conscient de cette contradiction, a tenté de tordre le bâton en faveur du socialisme par le moyen d'une « Révolution Culturelle » (de 1966 à 1974). « Feu sur le quartier général » (le Comité Central du Parti), siège des aspirations bourgeoises de la classe politique aux postes de commande. Mao a cru que, pour mener à bien cette correction du cours, il pouvait s'appuyer sur la « jeunesse » (ce qui, entre autre, a largement inspiré le 1968 européen – voir le film de Godard « La Chinoise »). La suite des événements a montré l'erreur de ce jugement. La page de la Révolution Culturelle tournée, les partisans de la voie capitaliste se trouvaient encouragés à passer à l'offensive.

Le combat entre la voie socialiste, longue et difficile, et l'option capitaliste à pied d'œuvre, n'est certainement pas « définitivement dépassé ». Comme ailleurs dans le monde le conflit qui oppose la poursuite du déploiement capitaliste à la perspective socialiste constitue le vrai conflit de civilisation de notre époque. Mais dans ce combat le peuple chinois dispose de quelques atouts importants, qui sont l'héritage de la Révolution et du maoïsme. Ces atouts opèrent dans des domaines divers de la vie sociale ; ils se manifestent avec force entre autre par la défense par la paysannerie de la propriété d'Etat du sol agricole et la garantie de l'accès de tous à celui-ci. La maoïsme a contribué d'une manière décisive à prendre la mesure exacte des enjeux et du défi que représente l'expansion capitaliste/impérialiste mondialisée. Il nous a permis de placer au centre de l'analyse de ce défi le contraste centres/périphéries immanent à l'expansion du capitalisme « réellement existant », impérialiste et polarisant par nature, et d'en tirer toutes les leçons qu'il implique pour le combat socialiste, tant dans les centres dominants que dans les périphéries dominées. Ces conclusions ont été résumées dans une belle formule « à la chinoise » : « les Etats veulent l'indépendance, les nations la

libération, les peuples la révolution ». Les Etats –c'est à dire les classes dirigeantes (de tous les pays du monde, quand elles sont autre chose que des laquais, courroies de transmission de forces extérieures) – s'emploient à élargir l'espace de mouvement qui leur permet de manœuvrer dans le système mondial (capitaliste) et de s'élever de la position d'acteurs « passifs » (condamnés à subir l'ajustement unilatéral aux exigences de l'impérialisme dominant) à celui d'acteurs « actifs » (qui participent au façonnement de l'ordre mondial). Les Nations -c'est à dire les blocs historiques de classes potentiellement progressistes – veulent la libération, c'est à dire le «développement » et la « modernisation ». Les peuples – c'est à dire les classes populaires dominées et exploitées – aspirent au socialisme. La formule permet de comprendre le monde réel dans toute sa complexité et, partant, de formuler des stratégies d'action efficace. Elle se situe dans une perspective de longue – très longue – transition du capitalisme au socialisme mondial, et, par là même, rompt avec la conception de la « transition courte » de la IIIe Internationale.

2. Des expériences d'avancées suivies de reculs mal connues : Afghanistan, Irak, Yemen, Soudan.

Je proposerai pour le débat quatre cas récents : l'Afghanistan, l'Irak, le Soudan, le Yémen du Sud. Peu et mal connus en dehors de la région des lecteurs de langues arabe et persane. Le lecteur pourrait compléter cette lecture par celle de quelques écrits antérieurs concernant l'Afghanistan et l'Irak .

Les quatre sociétés en question sont, comparativement à d'autres, moins homogènes du point de vue confessionnel ou ethnique. Mais il ne s'agit là que d'une réalité fréquente dans l'histoire, l'homogénéisation étant souvent un produit de la modernisation . Une réalité qui n'implique pas, loin de là, « l'hostilité naturelle » des composantes du pays. Qu'ils s'agissent de chiites ou de sunnites, d'Arabes ou de Kurdes (Irak), de peuples de langue persane ou turque (Afghanistan), de Musulmans et de non Musulmans (Soudan) ou de sujets d'un émiettement « féodal » (Yémen du Sud).

Néanmoins cette hétérogénéité a été, semble-t-il, un facteur favorable à la réponse révolutionnaire, parce qu'elle s'est traduite surtout par la faiblesse relative des pouvoirs locaux, anciens « indépendants », ou soumis – avec la modernisation – à la protection des puissances impérialistes. Une faiblesse de ce pouvoir qui se transforme – dans les moments de crise – par son éclatement selon les lignes qui définissent l'hétérogénéité en question ; tandis que les forces révolutionnaires sont en position de tirer profit de l'aspiration générale à l'unité du peuple en lutte contre les pouvoirs en place.

Les quatre pays considérés sont importants du point de vue des intérêts globaux de l'impérialisme, qui peut difficilement renoncer à les contrôler. L'Afghanistan, hier frontalier de l'Union Soviétique, aujourd'hui de l'Asie Centrale qu'on veut dresser contre la Russie. L'Irak, dont le sous sol recèle certaines des meilleures réserves mondiales de pétrole. Le Yémen du Sud qui commande l'entrée en Mer Rouge (route du pétrole). Le Soudan dont le contrôle entraîne celui de l'Égypte (pour les Britanniques hier), riche en pétrole et uranium (aujourd'hui).

Dans les quatre pays la société « moderne » minoritaire face à une masse d'apparence « traditionnelle » a été de ce fait particulièrement attirée par les solutions radicales , par un projet de « modernisation par en haut, soutenu par en bas », inscrivant celle-ci dans la perspective socialiste.

Le succès des partis communistes dans la « minorité » modernisée de la société a été ici remarquable.

En Afghanistan une monarchie, qu'on peut qualifier si l'on veut de « féodale », gouvernait (à peine) un ensemble de régions aux frontières floues, elles mêmes en fait directement gérées par leurs maîtres locaux. Sa longue tentative de résistance à l'agression de la Grande Bretagne – soucieuse de couper la route de l'Océan Indien aux Russes puis aux Soviétiques établis au Turkestan- ne lui avait néanmoins pas permis de donner au pays l'homogénéité et la force capables de répondre au défi de la transformation sociale. On ne s'étonnera pas alors que les élites sociales et intellectuelles capables de prendre la mesure de cet échec aient été naturellement convaincues – à l'unanimité ou presque – que le modèle du socialisme (soviétique) étant seul capable d'y répondre.

En Irak la monarchie « sunnite » d'importation britannique ne pouvait se maintenir qu'en renonçant à son indépendance réelle. Le Parti Communiste irakien était alors en mesure de gagner les cœurs des masses chez les Kurdes et les Arabes chiites, de gagner les esprits de toute la classe éduquée, en particulier évidemment chez les étudiants mais aussi dans de larges segments, des classes moyennes urbaines nouvelles (professions, officiers de l'armée). A l'ordre de la monarchie au service des Britanniques il pouvait opposer la réalité forte de l'unité millénaire de la Mésopotamie – les pays du Tigre et de l'Euphrate -, une en dépit de sa diversité.

Au Yémen du Sud les Britanniques avaient renforcé – voire créé de toutes pièces quand nécessaire – un émiettement pseudo féodal soumis. Partagé les pouvoirs locaux apparents en une multitude de « mashiakhas » (domaines de « Cheikhs » ou prétendus tels), de Sultanats et émirats (réduits à une bourgade et trois villages), réservant à l'administration coloniale directe le port d'Aden. Le mouvement communiste (unifié sous le nom de Parti Socialiste) n'a pas eu de difficulté à rassembler toutes les composantes de la société moderne (travailleurs du port, étudiants, classes moyennes urbaines) sous le drapeau : « abolition des structures mises en place par les Britanniques, unité, libération, socialisme ».

Au Soudan le Parti Communiste est parvenu à réussir une conquête exceptionnelle de toute la société moderne du pays : les Syndicats ouvriers (en partant des chemins de fer) qui, quoique évidemment « minoritaires » dans la société, n'en représentaient pas moins une force importante non par elle-même mais par le rôle qu'elle remplit pour le peuple tout entier, par sa défense des droits sociaux des travailleurs et des droits démocratiques à l'organisation des classes populaires par elles mêmes ; les paysans des régions modernisées par l'irrigation, incorporées dans le capitalisme d'une manière plus directe ; les organisations de femmes en lutte contre l'oppression patriarcale ; les jeunes scolarisés et les étudiants ; les professions organisées en syndicats par le Parti ; et même un bon nombre d'officiers de l'armée.

Les Partis Communistes de ces quatre pays sont parvenus à ouvrir des avancées révolutionnaires remarquables : en Afghanistan et au Yémen ils ont conquis le pouvoir d'Etat, en Irak et au Soudan ils n'ont pas été loin d'y parvenir.

Le parti communiste d'Afghanistan (en fait deux partis en un : Parcham – le Drapeau, Khalq – le Peuple) n'est pas parvenu au pouvoir par un coup d'état militaire fabriqué par Moscou (sur le modèle des coups de la CIA) comme on le croit, hélas, dans l'opinion occidentale. Il s'est emparé du pouvoir déliquescents de la monarchie ; les quelques officiers communistes qui ont « envahi » le Palais n'ont pas mis en place leur dictature, mais ouvert la voie au pouvoir exercé par le Parti. Moscou n'y était pas pour grand chose au départ ; Moscou se satisfaisait parfaitement de la Monarchie « neutraliste » en politique internationale. Mais l'un des segments du PC estimait que, face à l'agression (militaire) des Etats Unis, prévisible et inévitable (ce qui était indiscutablement un jugement correct), le soutien soviétique s'imposait. L'autre segment du Parti estimait que ce soutien ne renforcerait pas la capacité du pays à résister victorieusement à l'impérialisme, mais au contraire risquait de compliquer la tâche.

L'Afghanistan a connu le meilleur moment de son histoire moderne à l'époque de la République dite « communiste ». Un régime de despotisme éclairé moderniste, ouvrant largement l'éducation aux enfants des deux sexes, adversaire de l'obscurantisme et de ce fait bénéficiant de soutiens décisifs à l'intérieur de la société. La « réforme agraire » qu'il avait entrepris était pour l'essentiel un ensemble de mesures destinées à réduire les pouvoirs tyranniques des chefs de tribus. Le soutien – au moins tacite – des majorités paysannes garantissait le succès probable de cette évolution bien amorcée. La propagande véhiculée tant par les médias occidentaux que ceux de l'Islam politique a présenté cette expérience comme celle d'un « totalitarisme communiste et athée » rejeté par le peuple afghan. En réalité le régime, comme celui d'Ataturk en son temps, était loin d'être « impopulaire ».

Le fait que ses promoteurs se soient autoqualifiés de communistes dans leurs deux fractions majeures (Khalq et Parcham) n'est en rien surprenant. Le modèle des progrès accomplis par les peuples voisins d'Asie centrale soviétique (en dépit de tout ce qu'on a pu raconter à ce sujet et en dépit des pratiques autocratiques du système), par comparaison avec les désastres sociaux permanents de la gestion impérialiste britannique dans les pays voisins (l'Inde et le Pakistan), avait eu pour effet, ici comme

dans beaucoup d'autres pays de la région, d'encourager les patriotes à prendre la mesure de l'obstacle que l'impérialisme constituait pour toute tentative de modernisation. L'invitation à l'intervention que certaines fractions ont adressé aux Soviétiques pour se débarrasser des autres a certainement pesé négativement et hypothéqué les possibilités du projet national-populiste-moderniste.

Au Yémen du Sud le Parti (ici officiellement « socialiste ») s'est constitué à partir de cinq groupes communistes d'origines diverses, qui ont compris qu'il leur fallait fusionner (tout en gardant leur personnalité propre). Les Britanniques qui avaient décidé d'octroyer une fausse indépendance à leurs colonies (Aden, les Emirats de la Côte des Pirates), avaient développé un plan garantissant le transfert « pacifique » du pouvoir aux féodalités (émirats et autres) dont ils avaient renforcé les pouvoirs durant la période coloniale. Le plan de Londres a fonctionné sans accroc sur la côte du Golfe, produisant les « Emirats Arabes Unis ». Le Parti Socialiste du Yémen du Sud, n'a pas joué le jeu, mais est parvenu à mobiliser tous les éléments dynamiques de la société autour du mot d'ordre : indépendance réelle, abolition des systèmes d'oppression politiques prétendus « traditionnels », justice sociale. Sa radicalité a payé : ce sont les forces qu'il a mobilisées qui sont entrées dans Aden, puis dans l'ensemble des chefs lieux du pays. Ces forces ont même court circuité un concurrent soutenu par Nasser et le régime du Yémen du Nord. Les avancées réalisées par la suite sont également incontestables, en particulier dans la libération des femmes, faisant reculer l'obscurantisme, ouvrant la voie à une interprétation moderne et démocratique de la religion et à la laïcité de l'Etat. Sa popularité n'est pas davantage contestable.

En Irak la chute de la Monarchie en 1958 n'a pas davantage été le produit d'un « coup d'état militaire ». L'intervention d'un groupe d'officiers (dont des communistes, mais aussi des nationalistes progressistes) ne venait que couronner des luttes de masses imposantes, dans lesquelles le Parti Communiste jouait un rôle décisif (en coopération avec d'autres organisations arabes et kurdes, progressistes à des degrés divers). Le Baas et les Frères Musulmans ont été remarquablement absents dans ces luttes. Le régime, présidé par Abdel Karim Kassem, était de ce fait assis sur une alliance politique qui rassemblait le Parti Communiste, les mouvements progressistes kurdes et les Nationalistes (indépendants du Baas). La concurrence entre ces derniers et le Parti Communiste a été permanente, vive. Au point qu'à un moment donné, s'appuyant sur la fraction des Officiers communistes ou proches, le Parti Communiste a pensé être en mesure de faire pencher la balance en sa faveur. L'échec est dû à la conjonction des interventions des forces réactionnaires locales (soutenues de l'extérieur), des Nassériens et des baasistes alliés.

Au Soudan la puissance du Parti Communiste dans la société civile « moderne » (ouvriers, paysans de la Gezira, étudiants, femmes, professions et armée) explique que la dictature du Général Aboud (soutenue par les Britanniques) ait été battue non pas un « contre coup d'état militaire », mais par un mouvement de masse gigantesque (les officiers ayant à leur tour refusé de réprimer). Hauts et bas de la longue lutte qui a suivi, caractérisée par la mobilisation des partis traditionalistes obscurantistes et dévoués au pouvoir colonial (Ansar et Ashiqqa), leur soutien à peu près inconditionnel par les Frères Musulmans et les diplomates de l'Egypte nassérienne et de la Lybie de Kadhafi. Le bloc réactionnaire/obscurantiste/« nationalistes » (considérés comme anti-impérialistes sans suffisamment de nuances)/ opinion occidentale fabriquée contre la force la plus démocratique du pays ! Les « victoires » de ce bloc réactionnaire ont toujours été limitées et fragiles, le Parti Communiste parvenant chaque fois à remonter la pente et à le faire reculer. Le Parti Communiste n'a pas tenté un coup d'état militaire (qui lui fut fatal) comme on le dit. Le Général Nimery avait lui été mis en place par un coup militaire, soutenu par l'alliance réactionnaire, les diplomates égyptienne et lybienne, les Frères Musulmans, les USA et la Grande Bretagne. Mais dans l'armée elle-même tous les officiers n'étaient pas partisans de ce coup. Ce sont eux (des officiers communistes et proches d'eux, des nationalistes progressistes) qui ont, sans difficulté, isolé (et mis aux arrêts) Nimery. Derrière ce succès se profilait un retour d'un pouvoir civil démocratique, la place du Parti Communiste dans celui-ci se trouvant renforcée. Un troisième contre coup militaire réactionnaire (avec cette fois l'intervention directe des puissances étrangères et de Kadhafi) a annulé la perspective démocratique. Depuis...

Les causes de l'échec des quatre avancées révolutionnaires en question sont diverses. Il y a des causes spécifiques à chaque cas, bien entendu. Mais il y a aussi des causes plus ou moins communes.

La première procède de la volonté délibérée, des Etats Unis, de la Grande Bretagne et de leurs alliés subalternes européens de détruire ces avancées par la violence la plus extrême, y compris l'intervention militaire, mise en œuvre (Afghanistan, Irak plus tard) ou la menace sérieuse d'y recourir.

Dans leur stratégie les impérialistes ont mobilisé toutes les forces obscurantistes possibles et imaginables, les ont financé et équipé (militairement). Les Frères Musulmans les ont aidé à le faire. Mais il faut tout également signaler au moins la neutralité bienveillante (et parfois la complicité établie) des régimes du nationalisme populiste : Egypte, Lybie.

La seconde procède des difficultés réelles à intégrer dans le bloc démocratique soutenant les avancées révolutionnaires certains segments des « classes moyennes ». Tous les efforts ont été déployés d'une manière tout à fait systématique, entre autre par les Frères Musulmans, soutenus par des interventions brutales du pouvoir (interdiction d'organisations, arrestations en masse et torture), pour fermer les voies d'accès des Partis Communistes auprès des masses populaires.

La troisième procède des faiblesses « théoriques » des partis en question, de leur analyse d'un marxisme « sommaire ».

Produits de l'écho puissant de la révolution russe en Orient, les Partis Communistes se sont rangés sans hésitations dans le camp du « marxisme-léninisme » auquel ils sont restés verbalement fidèles jusqu'à l'effondrement de 1990 qui les a surpris, ne s'étant jamais véritablement posé de questions sur la nature du système et ses problèmes. La perestroïka leur est apparue comme une nouvelle étape bienvenue du développement du socialisme triomphant. Ils ignoraient la crise profonde de la société soviétique qui en était à l'origine. Par la suite ils ont considéré les options malheureuses de Gorbatchev comme simplement des erreurs, voire une trahison.

Convaincus du caractère « marxiste léniniste » du Parti Communiste soviétique, les Partis Communistes en question ont toujours verbalement rallié les positions défendues par la diplomatie soviétique, elle-même très attentive aux développements dans ces pays stratégiques. Je dis verbalement car en fait les Partis concernés – beaucoup de leurs cadres et dirigeants – ont conservé malgré tout leur propre jugement et ont contourné les interventions insistantes de Moscou. Il en a été ainsi lorsque Moscou insistait pour que ces partis se dissolvent pour adhérer aux partis nationalistes au pouvoir (nassériens et baasistes) qualifiés d'engagés dans la « voie non capitaliste ».

La combinaison de ces éléments, et d'autres, explique les échecs.

En Afghanistan l'intervention soviétique, « inutile » pour le moins qu'on puisse dire, a été capitalisée par les puissances impérialistes, ralliant à ceux-ci par la même occasion les nationalistes modérés du Moyen Orient. Il n'est pas dit que sans cette intervention les forces progressistes afghanes n'auraient pas été en mesure de tenir en échec celle du Pakistan, des talibans et de toutes les forces obscurantistes qualifiées par l'opinion occidentale de « combattants de la liberté » !

Au Yémen du Sud le pouvoir communiste s'est véritablement suicidé en 1991 en acceptant l'unité avec le Yémen du Nord. Comment expliquer ce choix incroyable ? Certes le Yémen constitue une seule nation et l'aspiration de son peuple à gommer la séparation créée par la colonisation britannique de sa côte méridionale est réelle. Mais le rapport Nord/Sud au Yémen n'était pas l'analogue de celui qui opposait l'Allemagne de l'Ouest à celle de l'Est. Ici exactement l'inverse. La société (« arriérée ») et le pouvoir politique du Nord, même après la « révolution » ayant chassé l'Imam, mais pour le remplacer par un populisme inspiré des discours confus à la Kadhafi (un pouvoir au demeurant qui n'a pas grand'chose à son crédit en matière de réalisations progressistes), n'exerçaient aucune attirance sur celle du Sud. La preuve : au lendemain de « l'unité » le peuple du Sud s'est révolté pour la rejeter, et s'est considéré « trahi par les chefs de son Parti ». Il a fallu donc la répression militaire brutale pour imposer l'unité. Explication partielle : certains dirigeants du Parti (mais pas tous), désespérés après l'effondrement de l'URSS, ont voulu rallier le camp de ceux qu'ils estimaient devoir finir par être les victorieux. Certains ont craint (ils

n'avaient pas tort) un blocus économique sauvage des Occidentaux, peut être même une intervention militaire sous un prétexte quelconque.

En Irak le rapport des forces n'a pu être inversé que par les dictatures sanglantes de Abdelsalam Aref, puis du Baas, avec le soutien inconditionnel des Frères Musulmans, des régimes autocratiques pro-impérialistes du Golfe, et même de l'Égypte nassérienne. Nasser n'est-il pas le « père de l'indépendance du Koweït », fabriquée par les Britanniques en 1961 et soutenue par l'Égypte d'alors ? La voie était ouverte au régime de Saddam Hussein.

Au Soudan, la défaite de la tentative d'enrayer la contre révolution de Nimery a ouvert la voie à un régime associant la dictature des militaires à celle des « Islamistes ». Mais en dépit de la sauvagerie de ce type de pouvoir les secteurs « modernes » de la société constituent un front de résistance (mais désormais plus passive qu'active), ignoré par les « amis de la démocratie » d'Occident. L'interminable guerre du Sud, l'éclatement du pays (provinces de l'Est, Darfour à l'Ouest) sont le prix que le peuple soudanais paie pour cette défaite de ses avancées révolutionnaires. L'intervention, « humanitaire » entre autre, des puissances occidentales ne rachète pas leur association étroite à l'assassinat de la démocratie soudanaise. Sans compter les intérêts économiques directs qui motivent ces interventions (pétrole et uranium en particulier).

La réflexion sur la question « démocratique » devrait être au centre des conclusions qu'on peut tirer de ces histoires tragiques.

La démocratisation est un processus, qu'on ne saurait réduire à une formule statique et définitive, comme celle que représente la « démocratie représentative » contemporaine généralement proposée (pluripartisme, élections, droits de l'homme). La démocratisation concerne tous les aspects de la vie sociale, et non exclusivement la gestion de la dimension politique de celle-ci. Elle concerne tous les rapports entre les individus, au sein de la famille, sur les lieux de travail, dans les rapports de ceux-ci avec les décideurs économiques, administratifs et politiques. Ces rapports sont simultanément des rapports individuels et collectifs (ces rapports de classe sont largement des rapports de force inégaux dans les sociétés contemporaines). La démocratisation implique qu'on associe et non dissocie la démocratie politique et le progrès social.

La démocratisation implique la reconnaissance et la définition des droits de l'individu, leur formulation en termes de droits juridiques, la garantie institutionnelle de leur respect réel. La liberté individuelle et la libération de l'être humain de toutes les formes d'oppression sont inséparables de l'exercice du pouvoir par le peuple (peoples' empowerment). Il n'y a pas de société avancée sans intégration des droits de l'individu dans ceux des collectifs de travailleurs et du peuple.

Les avancées de la démocratie ont toujours été produites par les luttes populaires

L'idéologie dominante associe « démocratie » et « liberté des marchés » (c'est à dire en fait capitalisme) et les prétend indissociables : pas de démocratie sans marché, donc pas de socialisme démocratique concevable. Il ne s'agit là que d'une formulation idéologique - au sens vulgaire et négatif du terme – tautologique, qui suppose qu'on ait réduit le concept de démocratie à celui de son modèle tronqué étasunien.

Au demeurant l'histoire du capitalisme réellement existant comme système mondialisé démontre que même cette démocratie tronquée n'a jamais constitué que l'exception et non la règle.

Dans les centres du capitalisme eux mêmes, les progrès de la démocratie représentative ont toujours été le produit des luttes populaires, retenues aussi longtemps que possible par les tenants du pouvoir (les propriétaires). Cela est un fait incontestable qu'il s'agisse d'élargissement du suffrage (le suffrage universel est récent), du renforcement des pouvoirs législatifs face aux privilèges des Rois, des aristocraties associées et du Haut Commandement militaire, du recours à la « proportionnelle », d'inclusion dans les droits de limites à la liberté des propriétaires (droits du travail, sécurité sociale etc.).

A l'échelle du système du capitalisme mondial – l'unité véritable dans laquelle se meut le déploiement du capitalisme – l'association démocratie (tronquée)/capitalisme est encore plus visiblement sans fondement réel. Dans les périphéries intégrées dans le capitalisme mondial réel, la démocratie n'a jamais – ou presque – été à l'ordre du jour du possible, ou même souhaitable pour le fonctionnement de l'accumulation capitaliste.

Dans ces conditions j'irai même jusqu'à dire que les avancées démocratiques dans les centres, si elles ont bien été le produit des luttes des classes populaires concernées, n'en ont pas moins été largement facilitées par les avantages des sociétés concernées dans le système mondial. Marx attendait des effets positifs importants du suffrage universel : la possibilité d'une transition pacifique au socialisme. L'histoire n'a pas confirmé ses espoirs. Car le suffrage universel opérait ici dans les sociétés gangrenées par l'idéologie nationaliste/impérialiste et les avantages réels qui lui sont associés (cf. Luciano Canfora, *La démocratie, histoire d'une idéologie*, Seuil 2006).

Les mouvements populaires et les peuples en lutte pour le socialisme et la libération du joug impérialiste ont été à l'origine de percées démocratiques authentiques amorçant une théorie et une pratique associant, elles, démocratie et progrès social. Cette évolution – au delà du capitalisme, de son idéologie et de sa pratique restreinte de la démocratie représentative et procédurale – a été amorcée très tôt, dès la Révolution française. Elle s'est exprimée d'une manière plus mûre et plus radicale dans les révolutions ultérieures, dans la Commune de Paris, la révolution russe, la révolution chinoise et quelques autres (celles du Mexique, de Cuba, du Vietnam).

La Convention montagnarde non seulement impose de grandes réformes démocratiques (le suffrage universel, l'abolition de l'esclavage), en proclame les principes fondateurs (l'égalité, la solidarité, le droit à la vie, à l'éducation etc.), mais encore prévoit des systèmes institutionnels conçus pour les servir (rejet du présidentielisme etc.). Quel qu'aient été les limites de ces avancées – que les conditions objectives de l'économie de l'époque expliquent sans difficulté – elles n'en ont pas moins été les inspiratrices d'espoirs nouveaux, ceux que les communistes babouviens ont exprimés. La Commune de Paris fait sienne cet héritage et le pousse en avant.

La Révolution russe procède aux grandes réformes qui conditionnent une évolution socialiste et démocratique possible : la réforme agraire, l'expropriation des capitalistes. La dérive étatiste est ultérieure. Mais c'est sans doute la Révolution chinoise qui avait posé les principes d'une « démocratie populaire » (rien à voir avec la pratique des « démocraties populaires » de l'Europe de l'Est) porteuse d'avancées sociales et démocratiques réelles, définissant une étape de la longue transition au socialisme démocratique. L'abolition de la propriété privée du sol et la garantie de l'accès égal de tous à celui-ci en constituait l'axe majeur. La mise en place des Communes, gestionnaires collectifs de la production agricole, des petites industries associées, et des services publics (écoles, cliniques etc.), pouvait servir de cadre institutionnel efficace à une démocratisation progressive de la gestion de tous les aspects de la vie sociale.

Les limites, incohérences et reculs de la démocratie populaire chinoise ont des causes multiples, bien analysées par Lin Chun (*The transformation of Chinese socialism*, Duke U. Press 2006) : les contradictions objectives qui opposent les trois pôles nécessaires d'un projet de transition de longue haleine (l'indépendance nationale, le développement des forces productives, la progression des valeurs d'égalité et du socialisme), mais aussi – et pas moins important – l'absence de la formulation des garanties juridiques formelles des droits de l'individu et l'institutionnalisation imprécise des pouvoirs. La « ligne de masse », qui invite les classes populaires à formuler leurs revendications, leur donne les moyens de le faire, et n'érige pas le parti en avant garde autoproclamée, qui « enseigne » au peuple une vérité dont il a le monopole de la connaissance, sans avoir à « apprendre » auprès du peuple, procède bien de la logique fondamentale d'un projet démocratique. Ce principe se situe aux antipodes de la thèse selon laquelle la théorie est apportée de l'extérieur au mouvement. La « ligne de masse » ne constitue néanmoins pas un substitut à l'institutionnalisation des droits et des organisations.

Je ne suis pas de ceux qui s'abstiennent de critiquer sévèrement les dérives autoritaires, voire sanguinaires, qui ont accompagné les moments révolutionnaires de l'histoire. En expliquer les raisons ne les justifie pas et n'en réduit pas sa portée destructrice pour l'avenir socialiste qu'elles véhiculaient. Encore faudrait-il rappeler que les violences les plus sanguinaires ont toujours été celles des contre-révolutions. La terreur blanche des Versaillais compte ses victimes par dizaines de milliers ; le nombre des victimes innocentes de la Commune ne dépasse pas la centaine. Les dérives sanguinaires du stalinisme ne sont pas le produit de la logique du socialisme mais de la volonté d'en arrêter la progression et de lui substituer celle de l'étatisme que je qualifie de « capitalisme sans capitalistes ». Encore faudrait-il rappeler également les crimes permanents du capitalisme/impérialisme réellement existant, les massacres coloniaux, ceux associés aux « guerres préventives » conduites aujourd'hui par les Etats Unis et leurs alliés. La « démocratie » dans ces conditions, quand elle n'est pas simplement rayée de l'ordre du jour, n'est guère qu'une mascarade on le voit en Iraq.

La démocratie, aujourd'hui en recul, dans le monde ne peut avancer qu'à la condition de prendre les formes d'une démocratie sociale institutionnalisée.

Le capitalisme des oligopoles est l'ennemi de la démocratie, fut-elle bourgeoise. D'une manière générale dans le cadre en place du capitalisme mondialisé la démocratie (même dans ses formes tronquées) n'est pas en progrès – réel ou même potentiel – mais au contraire en recul, menacée de perte de légitimité et de crédibilité. « Le marché décide de tout, le Parlement (quand il existe) de rien ». De surcroît la guerre conduite « contre le terrorisme » sert, comme on le sait, de prétexte pour réduire les droits démocratiques, pour le plus grand profit du pouvoir de la ploutocratie, forme nouvelle de celui de la bourgeoisie financière du capitalisme sénile. Les peuples risquent alors d'être attirés par l'illusion des replis « identitaires » (para-ethniques et/ou para-religieux), antidémocratiques par essence, qui les enferment dans l'impasse.

Partout, même si c'est dans des conditions très différentes selon qu'on se situe dans les centres ou les périphéries du capitalisme mondialisé contemporain, le défi est de la même nature : aller au-delà à la fois du capitalisme et de la démocratie représentative, autrement dit adopter des positions radicales dans ces deux directions indissociables, constitue la condition d'avancées démocratiques.

Dans les pays en question ici, les partis communistes loin d'avoir été « anti-démocratiques » par nature (« totalitaires » répètent les propagandes occidentales) ont constitué au contraire les forces les plus démocratiques des sociétés concernées, en dépit des limites de leurs pratiques (dites de « centralisme démocratique » etc.).

L'exemple du Soudan illustre tragiquement la contradiction entre la pratique de la démocratie électorale multipartite représentative d'une part et les besoins urgents d'une démocratie authentique au service du progrès social d'autre part. Plusieurs fois dans l'histoire contemporaine du Soudan (avant la mise en place de la dictature militaro-islamique) – pays attaché aux élections libres – la révolution en marche (appuyée par le peuple) a été remise en question par un Parlement élu (correctement) dominé par les partis traditionnels ennemis à la fois de la démocratie (quand nécessaire) et du progrès social (toujours).

L'alternative ? Le « despotisme éclairé » du Parti comme en Afghanistan ? Oxymore diront certains : le despotisme est toujours antidémocratique, les Lumières sont toujours démocratiques. Simplification dogmatique qui ne tient pas compte des exigences du « temps long d'apprentissage et d'approfondissement de la démocratie », de l'invention nécessaire et permanente de formes (y compris institutionnelles) nouvelles, allant bien au-delà de la formule occidentale de la démocratie électorale représentative.

L'alternative ? Parti « unique » ou front de forces diverses authentiquement autonomes (non « courroies de transmission ») mais soucieuses de convergence réelle dans la stratégie de la longue transition ? Les partis des quatre pays considérés n'ont jamais tranché la question, ni dans le sens bureaucratique banalisé ailleurs

(et c'est à porter à leur crédit), ni dans le sens d'une formulation cohérente de l'alternative. Cette faiblesse traduit l'un des aspects de l'interprétation sommaire du marxisme qui les a caractérisés.

Réflexions utiles pour les acteurs de nouvelles avancées (notamment en Amérique latine) ?

Je le crois. Car ici si la démocratie électorale a permis, dans des conjonctures favorables, des victoires incontestables et la formation de gouvernements décidés à s'engager dans la voie de la transformation sociale progressiste, les faits démontrent que celle-ci enferme rapidement dans l'impasse.

Les analyses et les stratégies de poursuite des luttes que je propose ici vont au-delà de celles qui ont été formulées à l'époque de Bandoung à partir de 1955. A l'époque les régimes issus des luttes de libération nationale d'Asie et d'Afrique, légitimes et populaires de ce fait, étaient d'une nature généralement « populiste » qui se reconnaissait dans les pratiques de l'Etat (souvent confondu avec son héros charismatique) et du parti (fabriqué par en haut dans certains cas, toujours peu démocratique dans sa pratique même lorsqu'il héritait des mobilisations populaires associées aux luttes de libération) dans leurs relations au « peuple » (substitut vague de l'alliance de classes populaires identifiées). L'idéologie sur laquelle reposait la légitimité du pouvoir ne faisait pas référence au marxisme, elle avait été fabriquée de bric et de broc, associant une lecture du passé largement réinventé et présenté comme essentiellement « progressiste » (par les formes prétendues démocratiques de l'exercice des pouvoirs dans les communautés anciennes, par des interprétations religieuses de même nature) et des mythes nationalistes fondateurs, à un pragmatisme peu critique en ce qui concerne les exigences de la modernisation technologique et administrative. Le « socialisme » par lequel les régimes de Bandoung s'auto qualifiaient demeurerait vague à l'extrême, difficile à distinguer de l'étatisme populiste redistributeur et garant de la « justice sociale ». Doit-on signaler la permanence de beaucoup de ces caractères dans les avancées récentes de l'Amérique latine qui n'avait pas eu la chance de connaître l'expérience de Bandoung, et risque de ce fait d'en reproduire les limites ?

J'ai développé une toute autre vision de la question du socialisme. Je me garde bien de réduire la « construction du socialisme » à la réalisation même de l'ensemble d'un programme actuel maximal possible. Je qualifie ce programme de « national populaire démocratique », ouvrant la voie (mais pas plus) à la longue transition (séculaire) au socialisme. J'évite la phrase simple « socialisme du XXI^e siècle » et lui préfère « avancée sur la longue route de la transition au socialisme ».

Références

Difficiles car toutes ou presque exclusivement en langue arabe, ou persane pour l'Afghanistan (et peut être en russe).

Je cite deux collections de travaux importants concernant le monde arabe :

- (i) La collection d'études sur les Partis Communistes réunies par Fayçal Darraj, pour le « Arab Centre of Socialist Studies » - plus de 1 800 pages.

Des études d'une honnêteté scrupuleuse au plan des faits et documents rapportés (l'interprétation comme toujours est matière à débats).

- (ii) La collection d'études sur le Parti Communiste Egyptien (une quinzaine de volumes de mémoires, documents et analyses), réunies et publiées au Caire par l'Arab and African Research Centre.

Plus accessible, quelques uns de mes écrits :

- (i) *L'éveil du Sud, panorama de l'époque de Bandoung (1955-1980)* ; en particulier concernant les avancées de l'Égypte nassérienne, du Mali et de quelques autres.
- (ii) *Du capitalisme à la civilisation* ; en particulier les développements concernant : « le drame des grandes révolutions » et la « contribution du maoïsme » (pages 44 à 53).